Sonia Da Silva

Les médias et le tiers exclu

Mise en scène de l'espace public

Compris comme vecteurs de l'espace public et comme instance de contrôle du pouvoir politique, les médias de masse que constituent la presse écrite, radiodiffusée, télévisée et la presse en ligne sont un capteur essentiel pour prendre le pouls de la société dans laquelle on vit. Ces instruments de communication et d'explicitation, précieux leviers pour la démocratie, ont pour mission de servir de clé de lecture du monde, d'édifier l'opinion publique et de mettre en œuvre une citoyenneté participative en exposant des faits d'actualité et en confrontant des points de vue de manière éclairante.

C'est du moins là un devoir de la presse dite d'opinion : être émulative et génératrice d'idées.

Or, face à une remarquable croissance de la population étrangère sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg – au 1^{er} janvier 2015, la part des étrangers est passée à 46 % –, la question de la responsabilité des médias d'information en tant que foyers de débats publics se pose avec une acuité particulière.

Devoir de transparence

La presse traditionnelle s'acquitte-t-elle globalement de son devoir d'éducation civique – entendez, à l'adresse de tous les citoyens du Grand-Duché ?

Dans le paysage de la presse nationale francophone, force est de reconnaître que le groupe Editpress aura joué un rôle démocratique pionnier et moteur en lançant, et surtout en maintenant, dans un contexte de crise médiatique toujours sensible, non pas un mais bien trois titres de presse en

Comment dès lors se réclamer légitimement d'un « puissant » lectorat si l'on est peu enclin à toucher toutes les couches actives de la société [...] ?

langue française (*Le Jeudi* a été fondé en 1997, *Le Quotidien* en 2001 et *L'Essentiel* en 2007), prenant ainsi le parti courageux d'épouser au plus près la courbe de l'évolution sociolinguistique du pays. Une stratégie pertinente puisqu'aujourd'hui plus que jamais, la francophonie s'impose comme le dénominateur linguistique commun le plus fédérateur pour s'adresser d'une voix intelligible à la majorité des résidents allophones.

Certes, il existe des médias en langue anglaise, allemande, française, portugaise, italienne et d'autres encore qui sont clairement destinés aux différentes communautés du pays, avec toutefois, soulignons-le, des lignes éditoriales plus ou moins soucieuses du débat public inhérent au pays

d'accueil – que cela relève d'un choix commercial ou d'un défaut de compétences. Quant aux quotidiens traditionnels, ils se targuent pour la plupart d'un positionnement bilingue mais à y voir de plus près, que constate-t-on ? Que précisément les articles relatifs au quotidien des lecteurs allophones (la vie locale, associative et politique) sont rédigés en allemand, seules les rubriques Culture et Économie s'autorisant la publication d'informations en français, et ce d'ailleurs davantage par snobisme que par souci de se faire entendre par le plus grand nombre.

Comment dès lors se réclamer légitimement d'un « puissant » lectorat si l'on est peu enclin à toucher toutes les couches actives de la société, et plus particulièrement les étrangers qui semblent les bienvenus pour travailler dans ce pays mais guère pour y tenir un rôle d'acteur social ?

Crise des médias et enjeux linguistiques

Laissons ici volontairement de côté la part d'influence d'Internet qui sans nul doute joue un rôle prévalent comme canal d'information, de résonance d'opinions (fo-

rums participatifs) voire d'instrument démocratique (pétitions en ligne) mais dont le tropisme démagogique aboutit à des dérives souvent populistes. Attachons-nous plutôt à l'analyse du rôle joué sur la toile par le quatrième pouvoir, sans tenir compte des voix isolées ou associatives qui s'élèvent sur le web, afin de déterminer si l'on peut, légitimement, parler d'égalité d'accès à l'information.

Il appert que sur la toile, un acteur majeur a su jouer la carte de la pluralité : en déclinant le portail wort.lu en quatre langues – allemand, français, anglais et portugais –, le groupe saint-paul s'est littéralement « ouvert » aux communautés du pays tout en invalidant l'étiquette conservatrice traditionnellement associée à son *branding* séculaire. Si cette ouverture a essentiellement procédé d'une nécessité économique (et s'est soldée par de douloureux plans sociaux) et si elle se traduit au jour le jour par des conditions de travail journalistiques que les rédacteurs souhaiteraient moins contraignantes, elle a le mérite de proposer une porte d'accès commune à l'information. Bien sûr, le groupe avait déjà, peu de temps auparavant, soutenu une presse polyglotte en faisant décliner en trois langues un titre gratuit dont la brève existence n'honora point l'histoire de la presse autochtone. Un fiasco économique et moral en somme qui aura illustré de manière éclatante qu'à force de produire une « information » à la hussarde, on méprise et son lectorat, et une certaine éthique du métier.

Flash express et news « pressées »

Peut-on pour autant, au regard de l'offre générale pratiquée par les rédactions web, parler légitimement d'égalité d'accès à l'information ? Loin s'en faut, tant la cohésion sociale passe par un service public audiovisuel globalisant, susceptible de toucher des citoyens a priori plus passifs.

Or, le service public audiovisuel du Grand-Duché pose sérieusement question lorsqu'on sait qu'il est d'expression luxembourgoise, et ne reflète pas dès lors le caractère pluraliste de notre société. Depuis 2007, la chaîne RTL Télé Lëtzebuerg a fait des efforts, commençant d'abord par proposer des sous-titres en français avant

d'embrayer sur un flash info de 5 minutes, également répercuté sur la toile, mais pourquoi se contenter de l'offre d'un résumé express de l'actualité ? Si le service public audiovisuel a pour mission de permettre à la collectivité toute entière de s'informer et de se cultiver, et partant de stimuler une citoyenneté participative, ne doit-on pas redouter qu'en l'état actuel des choses, il ne remplit pas son cahier des charges ? Le besoin d'une chaîne ou du moins d'un programme télévisé ou radiodiffusé à dominante francophone est criant au regard

Dans un pays qui dispose de trois langues officielles, force est de reconnaître que le luxembourgeois tel qu'« imposé » à tous crins comme vecteur d'intégration tend à exclure et non à fédérer.

des récentes statistiques de la population évoquées plus haut. Nul besoin d'illustrer que seul l'audiovisuel, par son impact de diffusion et de médiation, est susceptible de mobiliser les citoyens sur diverses questions de société face auxquelles, en dépit des efforts de médiation de diverses institutions et organisations politiques, ils sont peu impliqués faute de se sentir « concernés », sachant qu'il faut de l'information précisément pour permettre à ces citoyens de comprendre en quoi tel ou tel enjeu les « concerne » eux aussi.

Il ne s'agit pas de plaider pour le retour de l'émission *Buona Domenica*, voire d'une chaîne commerciale de pur divertissement qui en abordant des sujets de société brasserait du vent, mais bien pour la mise en place d'une chaîne francophone – voire plurilingue – dont la rédaction serait bien ancrée dans la réalité politique, économique et socioculturelle du Grand-Duché, consciente de la complexité de son tissu sociologique et capable d'un traitement journalistique nuancé.

Pour une langue véhiculaire globalisante

Dans un pays qui dispose de trois langues officielles, force est de reconnaître que le luxembourgeois tel qu'« imposé » à tous crins comme vecteur d'intégration tend à

exclure et non à fédérer. Cette exclusive linguistique qui dénote un regrettable protectionnisme tant il est, en pratique, source de conflits, n'a fait que s'exaspérer ces dernières années, sans parler du fait qu'en 2015 encore et toujours, le système scolaire luxembourgeois persiste dans une voie de ségrégation des plus déplorable. Comment s'attendre dans ces conditions-là à ce que les concitoyens non luxembourgeois développent un lien émotionnel avec un pays qui constamment leur fait sentir que oui, ils ont leur place au titre de main-d'œuvre mais que non, ils ne sont pas « intégrés », du fait qu'ils ne maîtrisent toujours pas le luxembourgeois en plus de l'une des deux autres langues officielles ?

Dans ce contexte, le débat autour de l'élargissement du droit de vote aux législatives pour tous les résidents du Luxembourg est particulièrement sensible : compte tenu de la composition démographique du pays, il y a en effet lieu d'interroger la légitimité de nos élus. Certes, la voie à l'adoption de la double nationalité a été largement ouverte ; c'est un progrès mais il est insuffisant voire stérile dans la mesure où le détenteur de la double nationalité n'est pas nécessairement plus impliqué dans la réalité socio-politique de son pays que les nombreux étrangers y résidant et travaillant, désireux d'avoir voix au chapitre.

Voyons plutôt comment se positionner à l'avenir pour que la démocratie de terrain soit vécue et alimentée par tous, sur le plan politique, linguistique et socioculturel, dans une jeune nation qui constitue certainement le foyer européen le plus original sur le Vieux Continent. Le rôle à jouer par le service public audiovisuel n'y est certainement pas étranger, dès lors qu'il entend se faire l'écho d'une collectivité pluraliste, respectueux de la diversité culturelle et linguistique du pays, et donc soucieux d'un égal accès à l'expression des programmes diffusés. ♦